

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

**Halte
à la répression !**

Alerte !

**Les immigrés
victimes de la
répression policière**

**Tous au rassemblement
Samedi 18 novembre
14 heures
Metro Barbès**

**Manifestation organisée
par le Comité de coordination
des foyers SONACOTRA en lutte**

Pour survivre

LA décision gouvernementale d'autoriser les grandes surfaces à des rabais pouvant dépasser ce que gagnent sur un litre les petits revendeurs a suscité chez ces derniers une juste réaction. En effet, les compagnies pétrolières font aux grandes surfaces des prix inférieurs à ceux qu'elles pratiquent à l'égard des stations de moindre importance (la différence irait jusqu'à 20 centimes, ce qui montre d'ailleurs que l'essence pourrait fort bien être moins chère !). Les nouveaux rabais constituent donc un véritable arrêt de mort contre les petits distributeurs.

Le mouvement de ces derniers, amorcé dès la semaine dernière dans l'Ouest, prend cette semaine de plus vastes proportions, notamment dans le Nord, en Normandie et d'autres régions, la forme principale en est le blocage des dépôts et des livraisons. La police était intervenue la semaine dernière contre un tel piquet (à Saint-Herblain en Loire-Atlantique).

Avec les prix pratiqués actuellement à leur égard par les compagnies, les petits distributeurs arrivent à une marge de quatre centimes par litre. Ils n'ont dans ces conditions aucune possibilité face aux supermarchés en tout genre.

Ils réclament que les compagnies leur fassent les mêmes prix qu'aux grandes surfaces.

En fait le gouvernement veut les faire disparaître, et d'ailleurs ne s'en cache pas : Giraud ne disait-il pas récemment que les « pompistes doivent disparaître à une cadence supportable » ?

Pourtant, qui sont en fait actuellement les pompistes dont veulent aussi se débarrasser le pouvoir et les grandes firmes du pétrole et du commerce ? Ils ne sont rien d'autre que des employés des firmes en question, sans aucun choix ni liberté quant à leur approvisionnement. Et ces firmes veulent tout simplement les licencier pour accroître leurs profits en diminuant leur personnel de distribution !

Employés sans même l'assurance d'un revenu minimum : voilà bien la situation des petits distributeurs.

Leur lutte est juste : elle rejoint celle de tous les travailleurs pour l'emploi et pour un emploi qui permette de vivre. A ce titre, elle doit bénéficier du soutien de tous les travailleurs.

Elle doit prendre pour axe l'exigence d'un revenu minimum décent, dans des conditions de travail acceptables.

Il ne fait aucun doute que les compagnies pétrolières ont les moyens de leur assurer !

Jacques DUROC.

Giscard fleurit la tombe de Pétain Notre peuple insulté !



L'arrivée de déportés juifs dans un camp de concentration nazi. Giscard, pour le 11 novembre a fait fleurir la tombe de Pétain. Pétain est le premier collaborateur de France. C'était le valet des nazis. C'est le principal responsable de la mort de dizaines de milliers de personnes : juifs, communistes, résistants démocrates. Le geste de Giscard d'Estaing est une insulte à tout le peuple qui a souffert de la barbarie nazie.

LE 11 novembre Giscard fait décorer la tombe de Pétain.

La veille, le préfet des Bouches-du-Rhône autorisait le meeting de l'euro-droite qui s'est tenu sous la protection de la police. D'autre part, d'anciens hauts responsables de la police vichyste à l'origine de la mort de milliers de personnes vivent en France en toute tranquillité.

Voilà « l'action » du gouvernement contre les anciens collaborateurs ! Exiger le jugement des criminels de guerre et agir contre le racisme qui trouve protection et encouragement jusqu'au sommet de l'État : voilà une tâche qui ne relève pas seulement du châtiment de crimes passés car aujourd'hui se perpétuent les mêmes crimes racistes.

(Voir article page 3)

IRAN

Arrestation du président du Front national



Le président du Front national iranien, Karim Sandjahi (au centre de la photo), a été arrêté 24 heures après son retour de Paris. Le porte-parole du Front, Darius Forhouar, a été également arrêté.

qu'il a été arrêté.

De son côté, l'ayatollah Khomeiny a fait de nouvelles déclarations appelant le peuple à continuer la lutte pour renverser le Shah. Puis, il a parlé des perspectives qui attendent l'Iran :

« Quand le Shah partira, nous serons confrontés à beau-

coup de problèmes. Il faudra y remédier et reconstruire notre pays. Tous les contrats et conventions passés avec l'étranger contre les intérêts du pays seront annulés. Sur le plan politique, il y aura liberté totale pour tout le monde, une vraie démocratie et l'indépendance totale ».

Parlant ensuite de l'URSS, il a déclaré : « Ils veulent se mêler de nos affaires. Mais nous ne permettrons ni aux Russes, ni aux autres États étrangers d'intervenir dans nos affaires. Les relations futures d'une République islamique avec tous les États seront basées sur le respect mutuel ».

LE MONDE EN MARCHÉ

Teng Hsiao-ping au sujet du traité soviéto-vietnamien

«Ce n'est pas seulement la Chine qui est visée»

Lors de sa première visite en Thaïlande, le vice-premier ministre chinois, Teng Siao-ping a tenu une conférence de presse.

A PROPOS du traité soviéto-vietnamien, Teng Siao-ping a indiqué : « Il est non seulement dirigé contre la Chine, mais encore constitue une importante composante de la stratégie globale de l'Union soviétique dans la région Asie-Pacifique. Il y a des gens qui estiment que le traité signifie l'encerclement de la Chine. J'ai dit à maintes occasions aux amis étrangers que la Chine ne craint pas l'encerclement. Dans une plus large mesure, le traité signifie une menace pour la paix et la sécurité dans la région Asie-Pacifique et même dans le monde. J'espère donc qu'en premier lieu, les pays et les peuples du reste du monde suivront de près l'évolution de l'événement. »

Répondant à la question d'un journaliste mentionnant que le premier ministre vietnamien, Pham Van Dong avait déclaré que le Vietnam ne soutiendrait plus les communistes thaïlandais, Teng Siao-ping a dit : « J'espère que vous ne me demandez pas d'imiter Pham Van Dong. Si la Chine agissait comme Pham Van Dong, cela apporterait d'abord une catastrophe à la région Asie-Pacifique (...). Pour la Chine, ce problème

concerne non seulement ses relations avec la Thaïlande, c'est aussi un problème international. Nous estimons toujours que les relations entre partis doivent être séparées de celles entre États afin qu'elles n'empêchent pas le développement de nos relations d'amitié avec d'autres pays. »

A propos des ressortissants chinois à l'étranger, problème qui inquiète certains pays d'Asie, en raison des calomnies lancées contre eux par Moscou et Hanoï, Teng Siao-ping a dit : « Notre gouvernement s'est toujours prononcé en faveur de l'adoption par les résidents chinois en Thaïlande de la nationalité thaïlandaise (...). Pour les résidents chinois, qui tiennent à conserver leur nationalité chinoise, nous espérons qu'ils observeront les lois de la Thaïlande (...). Bien entendu, leurs droits et intérêts légitimes doivent être garantis ». A propos enfin de l'ASEAN (*), il a dit : « Le gouvernement et le peuple chinois désirent renforcer et développer les relations amicales avec les pays de l'ASEAN. Ils souhaitent que l'ASEAN continue à jouer un rôle positif dans les affaires internationales. »

Claude LIRIA.

ASEAN : Association des nations du Sud-Est asiatique regroupant la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande, Singapour et l'Indonésie.

Portugal

La restitution des terres aux anciens propriétaires

Alors que le nouveau premier ministre portugais, Motapinto, s'installe progressivement dans ses nouvelles fonctions, son prédécesseur continue sous la direction de Eanes, le président de la République son travail de restitution d'entreprises et de terres aux anciens propriétaires.

Ainsi huit entreprises sont revenues aux mains de patrons qui ont soutenu le régime fasciste de Salazar et Caetano et ce sont 500 à 1 000 hectares de terres de la région de l'Alentejo (au sud du pays) qui sont restituées aux anciens propriétaires fonciers aux dépens des unités collectives de production, mises en place en 1975.

Samedi, des manifestations se sont déroulées à Lisbonne et à Sétubal pour lutter contre cette « offensive » contre la réforme agraire.

En marge

● Carter fait actuellement pression sur Sadate pour qu'il renonce à participer à l'Organisation arabe industrielle, consortium à majorité Saoudienne dont l'objectif serait de doter les pays arabes d'une industrie militaire indépendante. Cette possibilité, qui réduirait l'influence de Washington dans les pays arabes inquiète beaucoup les Américains.

● Kadaffi, le président libyen n'a pas assisté au sommet de Bagdad. Il était retenu en Lybie par le déroulement de manœuvres militaires rassemblant à côté de l'armée libyenne plusieurs milliers de soldats cubains dirigés par des centaines d'officiers soviétiques. Le but de ces manœuvres était de « riposter à une agression maritime en Méditerranée ». On ne savait pas que Moscou ou La Havane était riverains de la Méditerranée...

Les grévistes et les chômeurs italiens à l'assaut de l'austérité

Un fort courant se développe, celui de la dénonciation du PCI et des dirigeants syndicaux vendus

LES travailleurs des hôpitaux italiens vont entamer leur quatrième semaine de grève. En grève pour obtenir une augmentation salariale de 30 000 lires (150 F par mois), les hospitaliers se sont jusqu'à heurté à un refus catégorique du gouvernement. La Démocratie chrétienne dispose d'ailleurs contre les grévistes du soutien total du PCI, soutien récemment réaffirmé par un vote au Parlement.

Du côté des syndicats et surtout de la CGIL (la CGT italienne), un important courant de lutte de classe se développe en réaction à la trahison ouverte des dirigeants. « Les hospitaliers sont des barbares » a déclaré Lama, le Séguy italien tentant de faire accréditer une thèse selon laquelle les hospitaliers seraient manipulés par les « autonomes » et autres Brigades rouges.

Le 26 octobre, c'est 25 000 grévistes de la santé qui défilaient à Florence. Debout sur une Fiat 500, leur porte-parole affirmait : « depuis 24 jours de grève notre mot d'ordre est et reste : lutte dure, sans trêve toujours plus dure ». Au cours de la manifestation, les mots d'ordre visaient aussi bien le ministre de la Santé que les dirigeants syndicaux qui tentent de convaincre la base que la politique salariale du gouvernement ne représente pas une remise en cause des conquêtes sociales de 1969. S'adressant aux diri-

geants des trois principaux syndicats, les grévistes demandaient « Lama, Macario, Benvenuto, lequel d'entre vous est le plus vendu ? ». Un autre mot d'ordre concernait plus particulièrement Lama, un gros fumeur : « Lama, les sacrifices, fais les toi. Range ta pipe et ne fume plus. »

Dans le Sud du pays, là où la situation est devenue catastrophique du fait du chômage, des chômeurs ont manifesté par milliers contre la municipalité tenue par le PCI et occupé symboliquement le siège du PCI.

La seule réponse du PCI local fut d'envoyer un SOS en commun avec Antonia Gaiva, un des leaders démocrates-chrétiens les plus ouvertement réactionnaires. Evelyne LE GUEN



La manifestation à Florence de 25 000 travailleurs des hôpitaux.

La situation au Moyen-Orient

Unité à Bagdad Division à Washington

Le sommet arabe de Bagdad au sujet des accords de Camp David s'est clôturé en début de semaine sur une unité retrouvée du monde arabe. Tous les pays arabes à l'exception de l'Égypte qui avait décliné l'invitation étaient en effet présents à ce sommet qui a duré quatre jours. Ce type de conférence a d'ailleurs été en

quelque sorte institutionnalisée puisque les pays présents ont convenu de se retrouver une fois par an. Le communiqué final réaffirme le soutien total des pays arabes à la cause du peuple palestinien « en vue de la libération de sa patrie, du recouvrement de ses droits nationaux, y compris son droit à retour-

ner sur son territoire national et à y fonder son propre état indépendant ». Ce soutien est également réaffirmé comme devant passer exclusivement par le biais de l'OLP, « unique représentant légitime du peuple palestinien ».

Les accords de Camp David ont été très sévèrement condamnés. Les participants s'engageant à rejeter tout accord qui n'aurait pas fait l'objet de l'approbation d'un sommet arabe extraordinaire. Aucune mesure directe n'a cependant été prise à l'encontre de l'Égypte si ce n'est le retrait du siège de la Ligue arabe du Caire. Le communiqué final se termine d'ailleurs pas un appel adressé au gouvernement égyptien pour qu'il renonce aux négociations séparées avec les sionistes.

A Washington, cependant, les négociations continuent entre délégations égyptiennes et israéliennes. Et, à ce niveau, il semble que la délégation égyptienne soit pessimiste. Dans une interview accordée à un journal koweïtien, Sadtae, a envisagé la possibilité que les négociations soient suspendues : « Israël et l'Égypte, dit-il, ne peuvent pas parvenir à un accord car nous voulons avant tout un accord global, pas une paix séparée. »

Il est d'ores et déjà certain qu'aucun accord ne serait signé, comme cela était prévu, pour le premier anniversaire du voyage de Sadate à Jérusalem, le 19 novembre.

Evelyne LE GUEN

Serge FOREST

USA

Quand les milliardaires prônent la réduction des impôts

LES élections qui se sont déroulées la semaine dernière aux USA ont été l'occasion de campagnes sur des thèmes très divers touchant plus particulièrement la vie même des états que la politique nationale. Ils ont été également le moyen de développer une campagne pour la réduction des impôts directs. Paradoxalement, cette réduction correspond aux intérêts des trusts et va à l'encontre de ceux des intérêts des travailleurs.

Au mois de juin, les électeurs de Californie sont appelés aux urnes pour se prononcer en faveur de la proposition 13 qui implique une réduction de sept milliards de

dollars des impôts en Californie. A l'origine de ce référendum, une campagne lancée par un milliardaire qui très vite a rallié les gros possesseurs de biens immobiliers. Il propose une réduction de 60% de la taxe immobilière. La campagne remporte très vite de grands succès car une récente augmentation des impôts avait rendu difficile les conditions de logement de nombreux travailleurs.

Mais, il y a le revers de la médaille... Ce sont ces impôts qui permettaient de financer l'enseignement (45% des impôts allaient dans ce secteur) et le reste était partagé entre les comités et les municipalités. Or, ces organismes auront néanmoins besoin de cet argent et transfèrent donc le manque issu de la réduction des impôts directs en impôts indirects qui sont donc identiques pour tous.

Ainsi, les travailleurs, comme les riches paieront

au même prix des services financés auparavant par les impôts. Ceux-ci étaient proportionnels à la richesse, dans la mesure où les palaces n'étaient pas imposés de la même manière que les petites baraques.

Concrètement, cette loi entraîne une baisse du pouvoir d'achat pour les travailleurs et de gros profits pour les trusts qui se voient soulagés de plusieurs millions de dépenses. Ainsi, l'application de la loi a entraîné pour la Bell téléphone company une économie de 130 millions !

Par contre, les piscines, bibliothèques, cours du soir... etc, seront maintenant à des prix prohibitifs pour les travailleurs. Cette loi en vigueur dans l'Etat de Californie fait tâche d'huile et maintenant d'autres capitalistes prennent la relève pour imposer partout ce système.

Alors que Giscard honore Pétain

Nouvelles révélations sur deux responsables de la police de Vichy

ALORS que l'indignation suscitée par l'affaire Darquier de Pellepoix n'a pas encore fini de soulever une indignation légitime, c'est une véritable insulte que Giscard vient de lancer à tous ceux qui ont combattu le nazisme, à notre peuple. Il a, à l'occasion du 11 novembre, fleuri la tombe du criminel Pétain, principal responsable français de la mort de cen-

taines de milliers de Juifs, de résistants, etc... D'autre part, Serge Klarsfeld, qui milite pour que les anciens criminels de guerre soient punis, a révélé vendredi que deux anciens responsables de la police de Vichy vivaient en France en toute impunité bien qu'ils soient impliqués directement dans l'assassinat de nombreux Juifs.

ment du 16e arrondissement de Paris. Avant de prendre sa retraite, Legeay a été administrateur de groupes importants de parfumerie et cosmétiques (Nina Ricci, Cochran Cosmetic, Richard Hednut SA, Warner Lambert International, Eastern Hemisphere).

Tous ces criminels de guerre se retranchent derrière le fait qu'ils n'ont fait qu'obéir aux ordres. C'est là une défense crasseuse. Ces criminels de guerre doivent être punis. Ils doivent être emprisonnés immédiatement et jugés pour leurs crimes.

Giscard fleurit la tombe de Pétain: une insulte à notre peuple

JAMAIS aucun président de la République n'avait osé fleurir la tombe de Pétain. Samedi dernier, Giscard lui l'a fait. En même temps qu'il déposait une gerbe de fleurs sur la tombe du soldat inconnu à Paris, il faisait fleurir en sa qualité de président de la République la tombe de Pétain à l'Île-d'Yeu. C'est là une injure à tous ceux qui ont lutté durant la guerre contre l'occupant nazi et contre les collaborateurs dont Pétain fut le chef. C'est là une insulte au peuple de France. Nous disions il y a huit jours que le pouvoir est plus que complaisant avec les anciens criminels de guerre et qu'il

souhaite réhabiliter Pétain. La preuve en est faite une fois de plus. Isorni, avocat d'extrême-droite, qui milite pour la réhabilitation de Pétain n'a-t-il pas déclaré ce week-end : « Le chef de l'Etat pense exactement ce que nous pensons de l'iniquité de la condamnation. » Giscard et les Républicains indépendants, son Parti, aujourd'hui devenu le PR ont des liens très étroits avec les groupes d'extrême-droite dont certains ont constitué son service d'ordre en 1974 au moment de la campagne pour les présidentielles. Un mouvement de protestation doit se développer contre les honneurs que Giscard rend à Pétain et contre une éventuelle réhabilitation.

Ils doivent être jugés !

L'affaire Darquier a suscité un certain nombre de révélations. Ainsi le chef de la police de Vichy, René Bousquet et son adjoint, Jean Legeay, jouissent depuis la Libération de la plus entière liberté malgré leurs crimes.

Bousquet, aujourd'hui administrateur de nombreuses sociétés fut le prédecesseur de Darnand à la direction de la police de Vichy. C'est lui qui, selon Darquier lui-même, a fourni les moyens nécessaires à la grande rafle du Vel d'Hiv, en 1942. Il signera de nombreuses circulaires contre les Juifs. Il démissionnera en décembre 1943 et sera remplacé par Darnand. Il entrera ensuite à la Banque de Suez où il continue aujourd'hui d'exercer de très hautes fonctions. Avant la fin de la guerre, il sera membre de la direction de la « Dépêche du Midi ». Aujourd'hui cet ancien collaborateur est donc dirigeant de la Banque d'Indochine et de la Banque d'Algérie. Il est aussi président du Crédit foncier

de la Nouvelle Calédonie et de la Société des plantations réunies de l'Ouest africain.

L'autre collaborateur qui vient d'être mis sur la sellette est Jean Legeay. Celui-ci était l'adjoint de Bousquet.

Il occupait le poste de délégué, dans les territoires occupés, du secrétariat de la police. A ce titre, Legeay a organisé des rafles et le programme de livraison des juifs, il a organisé les départs des trains de la mort. En 1942, il a directement participé à la déportation de plus de 42 000 juifs.

C'est lui qui suggéra aux nazis de ne pas se contenter de déporter les juifs adultes mais de déporter aussi les enfants, ce que Darquier lui-même ne voulait pas faire. C'est tout dire du personnage. A la Libération, ce criminel de guerre fut simplement destitué de ses fonctions administratives.

En Allemagne, le président de la République est un ancien nazi

L'AFFAIRE Darquier suscite bien des remous. En Allemagne, où les anciens nazis de haut rang sont très nombreux et jouissent de l'impunité, des révélations ont permis d'apprendre que le président de la République, Walter Scheel, a été membre du parti nazi pendant plusieurs années. Son concurrent à la future élection présidentielle allemande, qui aura lieu en 1979, le chrétien démocrate Carstens fut, lui aussi, membre du parti d'Hitler à partir de 1937. En 1949, il fut acquitté. On sait qu'en Allemagne, tout comme en France, de nombreux responsables nazis n'ont pratiquement pas été inquiétés et continuent à s'enrichir dans les affaires ou à participer à la vie politique.

Eurodroite

Le pouvoir protège les racistes

Plus de cinq mille personnes ont manifesté, vendredi, à Marseille, contre le rassemblement de l'euro-droite qui regroupait divers groupes européens d'extrême-droite. Ce meeting avait été autorisé par le préfet après avoir été interdit par la municipalité de Marseille. Il faut noter que la préfecture des Bouches-du-Rhône a, à plusieurs reprises, interdit des manifestations telles que celles contre la prison d'Arenc. La police a protégé les

racistes de l'euro-droite et s'est violemment opposée aux manifestants qui voulaient empêcher la tenue de ce meeting.

Les professions de foi antiracistes de Giscard et du gouvernement ne tiennent pas devant les faits : le pouvoir protège les groupes fascistes afin qu'ils puissent faire leur propagande.

Mieux, il les encourage : rassemblement autorisé pour l'euro-droite, tombe de Pétain fleurie par Giscard, etc.

Manifestation à Varsovie pour l'indépendance de la Pologne

Environ 4 000 personnes, dont de nombreux jeunes, ont manifesté samedi 11 novembre à Varsovie pour exprimer leur attachement à vivre dans une « Pologne libre ».

De nombreux slogans sur le thème de la liberté et de l'indépendance étaient scandés à pleine voix : « Il n'y a pas de pain sans liberté, nous voulons l'indépendance », « Respect des droits de l'homme ». Cette date était choisie car elle marque le 60e anniversaire de l'indépendance de la Pologne.

Toutefois, il est clair que cette manifestation était surtout dirigée contre l'occupation russe actuelle. Et c'est bien ce sentiment qui dominait chez les jeunes manifestants, même si certains nostalgiques du maréchal Pilsudski (le dictateur anti-communiste d'avant la Deuxième Guerre mondiale) ont cru bon d'honorer sa mémoire.

Strasbourg

Mobilisation contre le racisme dans une école

QUELLE ne fut pas la désagréable surprise des habitants et enfants des quartiers populaires de Neuhon, à Strasbourg, quand ils se levèrent et virent sur tous les murs aux points des grands passages des slogans du type : « La France aux Français » ou sur le mur de l'école Reuff : « Les Français d'abord » signés PNF (Parti des forces nouvelles). Il faut dire que ce quartier compte beaucoup d'immigrés de diverses nationalités. Quelques enseignants de l'école choqués par cette campagne raciste commencèrent à en parler aux collègues. Certains étaient d'accord mais d'autres disaient qu'on est en France et qu'on a le droit de s'exprimer. A force de discussions, on arriva à décider qu'il fallait effacer les slogans. On en a discuté avec les élèves. Là encore, les points de vue étaient partagés. Il y avait même du racisme chez les gosses (preuve que l'idéologie de la bourgeoisie les touche en particulier). Mais la gran-

de majorité des élèves fut d'accord pour effacer les slogans. Certains firent des remarques du genre : « Pour avoir eu le temps de faire un travail aussi soigné, il fallait avoir eu l'appui de la police. » Dans ce quartier populaire, les rondes de police sont fréquentes et même le PCF n'a pas pu coller ses affiches durant la campagne électorale.

Le 8 novembre à 16 heures avec des chiffons et des diluants, les élèves et enseignants effacèrent les slogans des murs de l'école devant les parents et les journalistes convoqués par eux. Le MRAP était là et donna aussi un coup de main.

Les enseignants prirent contact avec la municipalité et l'office des HLM pour qu'ils intentent une action contre le PNF. Le MRAP décida d'intervenir auprès des diverses instances locales et nationales.

C'est donc une très bonne réaction qu'ont eu ces enseignants. Le racisme se combat pied à pied et exige une riposte de masse.

Correspondant.



Des manifestants protestent contre la tenue du meeting de l'euro-droite.





lire les échos autour de vous et, ensuite, prenez votre appareil photo, votre plume ou téléphonez au 205 51 10.

En luttant contre l'armée bourgeoise qui veut les expulser, c'est pour sauver leur gagne-pain que ces paysans luttent. Nous reproduisons ci-dessous une partie de la page de notre journal *La Faucille* qui leur a été consacrée.

Le pouvoir a tenté par tous les moyens de les décourager en leur refusant les moyens de vivre décemment (eau, téléphone, goudronnage des chemins, permis de construire, subventions diverses).

Malgré cela, les paysans ont remis en valeur les terres laissées en friche, grâce aux actions collectives engagées lors des labours, semailles et moissons ; ils ont construit des bâtiments agricoles (5 bergeries, soit 3 500 mètres carrés), installé des adductions d'eau dans certaines fermes, goudronné les chemins de Pierrefiche et de la Resse.

Dans une lettre ouverte au préfet de l'Aveyron, la cinquième en six ans, après avoir rappelé toutes les casseries dont ils sont victi-

mes quotidiennement de la part de l'armée comme des pouvoirs publics, ainsi que tous les moyens qu'ils ont mis en œuvre pour continuer à faire vivre leur région, les paysans indiquent :

« Comment osez-vous parler maintenant de... réaliser un programme ambitieux d'amélioration et de récupération des terres... Quel cynisme également quand vous proposez à nos responsables agricoles de se prostituer pour quelques subventions, en clair de nous abandonner. Vous avez vu leurs réactions, elles les honorent... Si, par malheur, nous n'étions pas entendus, vous porteriez l'entière responsabilité des événements qui suivront. »

Alors que dans notre département, les entreprises ferment ou licencient, alors qu'en seize ans, 16 685 emplois ont été supprimés et que la population a diminué de 12 000 habitants durant la même période, alors que l'on recense « officiellement » 4 800 demandeurs d'emploi, le gouvernement veut priver des agriculteurs de leur outil de travail et accroître ainsi les difficultés économiques de notre région.

experts du ministère de l'Agriculture ont déjà prévu la disparition d'une exploitation sur quatre d'ici cinq ans, dont 200 000 exploitations laitières (sur le Larzac, l'élevage de la brebis est la ressource importante pour le Roquefort).

Ici, les paysans luttent contre l'armée spoliatrice, ailleurs contre les cumulards, les sociétés agro-alimentaires ou autres agents des monopoles capitalistes étroitement liés au gouvernement.

C'est par l'union la plus large de tous ceux qui soutiennent cette lutte (organisations politiques, syndicales, etc.) que les paysans et tous ceux qui vivent ici pourront continuer à travailler au pays.

Afin de soutenir les actions en cours, et pour contrer cette politique scandaleuse d'une région, apportons notre soutien à cette lutte. Faisons connaître les événements qui se passent ici, autour de nous.

C'est par un mouvement d'ampleur que nous pourrions empêcher le gouvernement de mener son mauvais coup à terme.

La terre du Larzac à ceux qui la travaillent !

La marche sur Paris des paysans du Larzac

LES 27 paysans du Larzac ont fait étape, vendredi, à Laissac, au 3e jour de leur marche qui se terminera début décembre du côté de l'Élysée. En effet, la procédure est engagée contre eux. Les décrets de cessibilité ont été pris et les ordonnances d'expropriation de six familles de La Cavalerie et La Roque-Sainte-Marguerite vont venir.

Depuis plusieurs années déjà, ces travailleurs de la terre ont prouvé leur détermination à ne pas se laisser faire. Récemment encore, le 8 octobre, un rassemblement sur le Larzac a réuni 150 tracteurs et plus de 5 000 personnes. A Paris, le 25, sur l'esplanade de Beaubourg, un paysan a réaffirmé avec force « qu'on ne les ferait pas taire avec de l'argent », « qu'ils n'étaient, même s'ils n'avaient rien contre eux, ni des gauchistes, ni des antimilitaristes ».

La journée s'était terminée par une manifestation de plusieurs milliers de personnes.

Lors des étapes en particulier, cette marche est une excellente occasion pour les travailleurs des villes d'apprendre auprès des paysans qui luttent et de leur apporter leur soutien. Mieux connaître les petits et moyens paysans pour bâtir une unité solide avec cet allié privilégié, victime lui aussi du système capitaliste, est une nécessité

pour les ouvriers. Ainsi, par étapes, les paysans du Larzac vont à Paris. Giscard verra aussi que pour les travailleurs de la terre, le mot *dignité* veut dire quelque chose et qu'ils ne se laisseront pas expulser si facilement.

Contribuer à les soutenir en popularisant leur lutte et, ces jours-ci, leur marche, voilà à quoi veut contribuer le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML). Son organe, *l'Humanité rouge*, n'a pas les moyens de se payer un envoyé spécial pour suivre la marche au jour le jour. Pourtant, il est nécessaire de pouvoir en parler concrètement, quotidiennement. C'est possible si vous nous aidez, amis lecteurs.

Si les paysans traversent votre région, n'hésitez pas à aller les voir et à recueillir



150 tracteurs et 5 000 personnes participaient le 8 octobre à une journée d'action.



Manifestation dans l'Aveyron, le 28 octobre, lors de la journée nationale de soutien aux paysans du Larzac.

POLITIQUE ET SOCIAL

Avec le Parti

Lettre ouverte du Comité de section de Lorient du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) à Yves Dormat, démissionnaire du PCF

A PRES avoir appris la démission du PCF de Yves Dormat, secrétaire de la section PCF de Lannester (Morbihan), — voir le communiqué de presse de Yves Dormat dans notre édition du 3 novembre 1978 — le comité de section de Lorient a décidé de lui adresser cette lettre ouverte.

Camarade, Bien que niée par la direction du PCF, la crise existe bien dans les rangs de ce parti. Ta démission en témoigne.

Les questions que tu poses et que posent bien d'autres militants sont graves, et intéressent l'ensemble de la classe ouvrière et du peuple de notre pays. D'autre part, beaucoup de ceux qui ne trouvent pas de réponse à ces questions perdent confiance ou se découragent.

Sans prétendre répondre à tout, notre Parti a déjà pris position dans ce débat. Par cette lettre, nous voulons rappeler quelques éléments de notre modeste contribution qui seront encore à compléter et à approfondir avec l'ensemble des travailleurs... tout en poursuivant l'action au coude à coude contre notre ennemi commun : la bourgeoisie et le gouvernement.

L'échec de la gauche en mars 1978 a été ressenti d'autant plus vivement que la direction du PCF avait écarté toute autre alternative. Pour elle, il n'y avait pas, et il n'y a toujours pas d'autre alternative politique, d'autre perspective que de voter Programme commun.

Cet échec est donc avant tout l'échec de la ligne préconisée par le PCF depuis plus de quinze ans. Cette ligne a été mise en œuvre de façon spectaculaire dès le mois de décembre 1965 par le soutien incondicional apporté à la candidature Mitterrand aux élections présidentielles, puis par la signature en 1972 du « Programme commun de gouvernement », avec le PS et le MRG. Son résultat principal est en fait d'avoir réhabilité un politicien réactionnaire et colonialiste dont le parti, totalement discrédité au lendemain de la guerre d'Algérie, est devenu aujourd'hui le premier parti bourgeois de France.

Cet échec est aussi celui de la ligne du 22e congrès du PCF qui confond derrière le même thème de « masses populaires » l'ouvrier et le petit et moyen patron, comme s'ils avaient des intérêts fondamentaux communs.

Cette ligne qui fait dépendre la conquête du pouvoir exclusivement de l'alliance au sommet avec les partis bourgeois d'opposition (PS, MRG), pour parvenir à une majorité électorale, c'est la voie du « passage pacifique au socialisme ». Cette voie électorale est une impasse.

Or, il existe une autre

issue, une issue que les dirigeants du PCF ont écartée délibérément depuis des années, et en mai 68 en particulier : la lutte révolutionnaire des masses pour détruire l'appareil d'Etat capitaliste.

La véritable raison de l'échec, nous pensons qu'il faut la rechercher par conséquent, dans l'abandon par la direction du PCF du point de vue révolutionnaire.

Ces interrogations de militants (quelle politique, pour quel socialisme ?) se prolongent sur d'autres plans : tu constates avec raison que l'URSS est rejetée, surtout par les jeunes.

La bourgeoisie joue sur du velours : tous les méfaits de l'URSS de Brejnev, elle les présente comme émanant d'un pays socialiste. Or, nous pensons que c'est un mensonge pur et simple : en URSS, ce n'est plus le socialisme, mais c'est la dictature d'une grande bourgeoisie monopoliste d'Etat et plusieurs partis communistes dans le monde le disent depuis longtemps. Mao Tsé-toung, au nom du Parti communiste chinois, l'avait souligné pour la première fois en 1964.

D'autre part, l'URSS est aujourd'hui une grande puissance agressive, qui rivalise avec l'autre superpuissance impérialiste, les USA, pour dominer le monde. En témoigne la course aux armements derrière le rideau de fumée de la détente. Elle fait peser une très grave menace sur l'indépendance des peuples et la paix dans le monde.

Le PCF a pris quelques distances vis-à-vis du goulag ou des événements de Tchécoslovaquie, mais ceci par pur souci électoral comme tu le soulignes justement. Sur bien des points, ils aligne sa politique internationale sur celle de l'URSS. A titre d'exemple, citons la propagande sur la « détente » et la position dans le conflit Vietnam-Cambodge.

Cette ligne de compromis avec l'URSS va de pair avec l'hostilité, agressive hier, courtoise aujourd'hui vis-à-vis de la Chine, et place les dirigeants du PCF dans le camp des ennemis de la paix malgré toutes les belles paroles sur la détente.

Si l'échec de la gauche aux élections a fait réfléchir de nombreux militants les méthodes de direction du PCF, à plus fortes raisons, les ont indignés :

— Tout d'abord, avant et pendant les élections législatives, la direction a changé à plusieurs reprises de position face au PS et sur un certain nombre de points importants de sa ligne politique (virage à 180 degrés sur la force de frappe, la politique européenne, l'autogestion) et cela de façon brutale sans aucune consultation ni explication à la base.

— Enfin la direction du PCF a opposé un refus catégorique dans les faits à la revendication d'un débat réel à l'intérieur du parti sur les causes de l'échec aux élections.

Dans ce cadre, le 23e congrès ne pourra faire mieux qu'enregistrer, comme le 22e congrès l'avait fait avant, les décisions d'une poignée de dirigeants autocrates disposant de tout un appareil qu'ils contrôlent.

Comme le soulignait Lénine : « L'attitude d'un parti communiste en face de ses erreurs est un des critères les plus importants et des plus sûrs pour juger si ce parti est désireux et s'il remplit réellement ses obligations envers sa classe et les masses laborieuses... »

Mais cet enseignement de Lénine, il y a longtemps que les dirigeants du PCF, l'ont rejeté aux oubliettes, le PCF n'est plus un parti communiste, il n'est plus possible de le réformer.

C'est pourquoi les communistes marxistes-léninistes travaillent depuis plus de dix ans à la reconstruction d'un nouveau parti communiste qui fonde son action sur le marxisme-léninisme, qui agit avant tout pour l'unité de la classe ouvrière, pour la lutte de classe résolue contre l'exploiteur capitaliste, pour la défense des intérêts fondamentaux et des aspirations des masses populaires. Ce nouveau parti c'est le Parti communiste marxiste-léniniste.

Notre but, à travers cette lettre, est de l'appeler toi et tous les camarades qui se posent les mêmes questions à ouvrir encore plus largement le débat et à aller « jusqu'au fond des choses ».

Nous sommes prêts à vous fournir toute explication, tout argument, qui pourrait étayer, démontrer les affirmations un peu rapides — mais cela est inévitable dans une simple lettre — que contiennent ces quelques lignes.

Avec notre salut communiste.

Le comité de section de Lorient du PCML

Chantier de la 3e forme de Radoub de Brest

Victoire contre Fougerolle

LES grévistes ont décidé, vendredi, de reprendre le travail le lundi 13 à la suite des nouvelles propositions de la direction. La détermination des grévistes, leur combativité ont obligé Fougerolles à accorder satisfaction aux ouvriers en grève depuis le 29 octobre.

Certes, Fougerolles n'a pas cédé sur tout, mais les acquis sont loin d'être négligeables. Qu'on en juge : les nouvelles propositions de la direction (jeudi) sur le paiement de dix à vingt minutes de trajet par jour pour se rendre sur le chantier (soit 50 à 100 F par mois), sur un plancher mi-

nimum de 200 F pour la prime de rendement font qu'au total l'augmentation nette par mois des salaires variera, suivant le travail en poste ou de jour, entre 370 et 570 F.

La fête de solidarité de vendredi était aussi celle de la victoire. Entre les folklores turc, arabe, bre-

ton, des interventions furent faites en turc et en français par les délégués CGT. Ils ont souligné que si Fougerolles avait cédé, c'est qu'il en avait les moyens d'une part — on retrouve en effet, derrière ce groupe, la Banque de Paris et des Pays-Bas — et que, d'autre part, la lutte des travailleurs l'y avait contraint. Les délégués ont aussi mis en avant que cette lutte était une victoire car les ouvriers de Fougerolles avaient ouvert une brèche dans la volonté des patrons de faire payer la crise aux travailleurs.



Le piquet de grève des travailleurs de chez Fougerolles. Leur détermination a permis la victoire : les augmentations par mois varieront de 370 F à 570 F. (Photo correspondant HR)

Marquette (Nord)

Massey Ferguson restructure

D'après la Voix du Nord, le groupe canadien Massey-Ferguson a décidé dans un souci de rationalisation de concentrer en France sa production européenne de moissonneuses-batteuses, répartie jusqu'à présent entre l'usine écossaise de Kilmarnock et celle de Marquette-Lille, dans le nord de la France.

Selon la direction du groupe, cette mesure a été dictée par la prévision à moyen terme d'une absence de croissance du marché européen des moissonneuses-batteuses, cette centralisation permettrait une meilleure rentabilité de l'usine française. Le groupe transférerait à Kilmarnock la fabrication des ramasseuses-presses, ce qui compenserait partiellement la perte d'activité de cette usine. Il faut signaler qu'actuellement la principale activité

de l'usine de Marquette est la fabrication des ramasseuses-presses alors qu'auparavant la production principale était celle des moissonneuses-batteuses.

Ce remue-ménage, apparemment incompréhensible, s'explique par la volonté des dirigeants du groupe d'utiliser au maximum les conditions de production propres à chaque pays pour obtenir un profit maximum.

Comment réagiront les travailleurs à cette mesure alors qu'on leur annonce une semaine et demie de chômage total du 22 décembre au 2 janvier ?

Ce qui est clair, c'est que la direction veut augmenter la production de l'usine de Marquette en diminuant le nombre des travailleurs et en les payant moins (le chômage partiel qui sévit actuellement, même s'il est indemnisé, fait

perdre aux travailleurs leurs primes d'ancienneté, de production et d'assiduité, ce qui correspond à une amputation de plus de 1 000 F pour les plus anciens de l'entreprise).

Alors qu'un grave accident vient d'avoir lieu à la Massey (un travailleur a eu les deux mains écrasées sous une presse hydraulique), il y a tout lieu de craindre une augmentation des accidents du travail avec l'augmentation de la production qui sera demandée à chaque travailleur.

— Non à la semaine de chômage total !
— Non au chômage partiel !
— Diminution des cadences, davantage de sécurité !

Tels sont les mots d'ordre d'actualité à la Massey-Marquette.

40e Congrès de la CGT

Quitter la FSM ?

Voici une lettre publiée dans le dernier numéro de la Vie ouvrière. Elle pose des questions tout à fait pertinentes, auxquelles nous souscrivons pour notre part. L'Union soviétique n'est plus un pays socialiste. C'est même aujourd'hui une superpuissance agressive. Nous sommes sûrs que la grande masse des militants de la CGT souhaite que leur syndicat prenne clairement position à l'égard de l'URSS.

La question « Est-il de l'intérêt des travailleurs et de la CGT de demeurer au sein de la FSM ? » n'est pas posée. Et pourtant elle se pose. Les deux interventions du camarade G. Séguéy au congrès de la FSM posent de nombreuses questions quant aux désaccords persistants sur des problèmes aussi graves que l'indépendance des syndicats par rapport aux partis politiques et aux appareils d'Etat ou que le libre exercice du droit syndical (droit de grève, droit d'expression, etc...)

adopté une « déclaration universelle des droits syndicaux ». Cette déclaration énumère un certain nombre de droits considérés comme universels et inaliénables. En marge du congrès, une délégation de la CGT a rencontré une délégation des syndicats tchécoslovaques au sujet des interdits professionnels exercés en Tchécoslovaquie. Cette rencontre a fait l'objet d'un communiqué du Bureau confédéral en date du 3 mai 1978 dans lequel on peut lire : « La discussion a fait apparaître une divergence fondamentale entre les deux organisations... Ainsi la déclaration universelle des droits syndicaux a été votée à Prague par ceux-là même qui ne la respectent pas. Où est la crédibilité de la FSM dans

cette affaire ? Dans sa deuxième intervention au congrès, le camarade G. Séguéy concluait ainsi : « Nous souhaitons sincèrement que le bilan qui sera dressé des activités de la FSM à la prochaine session du conseil général nous encourage à renforcer notre participation à sa vie. » Le souhait ainsi exprimé est-il un simple vœu pieux ? Si le conseil général de 1979 confirme les blocages constatés à Prague, la CGT quittera-t-elle la FSM comme l'a déjà fait la CGIL ? En tout cas il apparaît indispensable qu'une discussion s'engage dès maintenant sur cette grave et vaste question, ce afin que notre 40e congrès définisse une orientation précise sur ce sujet... Jean-Louis GREGOIRE SNADGI (Maine-et-Loire).

Derrière les pavillons de complaisance

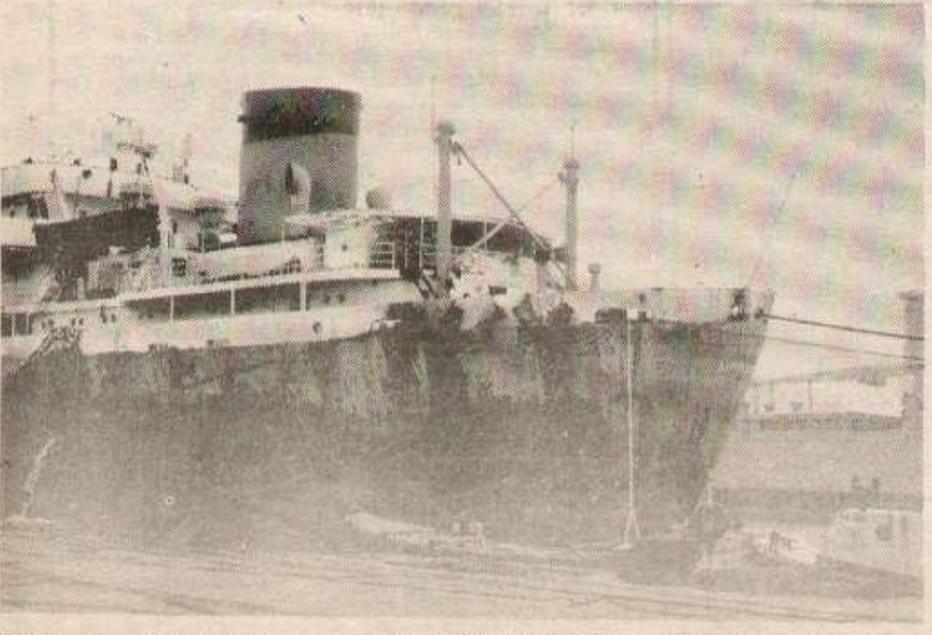
Les requins du transport maritime

LES pavillons de complaisance, c'est le biais par lequel les grandes compagnies de transport maritimes (et les grands pays) contournent les accords internationaux et les règles de sécurité ou d'embauche qu'ils comportent. C'est un autre moyen pour ne pas respecter le statut international des marins et exploiter dans des conditions parfois dignes de l'esclavage des marins notamment du tiers monde. Mais qui sont les bénéficiaires, les utilisateurs ? Un rapport récent de la CNUDEC est tout à fait clair à ce sujet. L'extrait que nous publions, d'autre part, du journal de la marine marchande du 12 octobre 1978, montre que l'Union soviétique ne répu-

gne pas à des méthodes semblables. « Une étude de la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) publiée le jeudi 5 octobre donne, pour la première fois, le nom des pays bénéficiaires de pavillons de complaisance, soit près d'un tiers de la marine marchande mondiale. Il est indiqué que les trois principaux pays bénéficiaires sont les Etats-Unis (32 % du tonnage), la Grèce (21 %) et le Japon (9 %), ainsi que le territoire Hong-Kong (17 %). Ensuite, 16 % du tonnage sous pavillon de complaisance profitent aux pays suivants : RFA, Italie, Suisse, Singapour, Canada, Israël et le Royaume-Uni (...)

lons de complaisance et de leurs propriétaires réels à été porté au premier plan de l'actualité à la suite de graves accidents comme celui de l'Amoco-Cadiz, au début de cette année. Les six pays qui se prêtent à l'enregistrement des pavillons de complaisance sont par ordre décroissant de leur tonnage (en 1977) : Le Libéria (156 millions de tonnes), Panama (32 millions), Singapour (11 millions), Chypre (4 millions), Bermudes (3 millions) et Bahamas (1,5 millions). » Le Monde le 6 octobre 1978. « Tandis que l'on s'inquiète des bas tarifs des pavillons de l'Est, voici qu'une nouvelle menace se

précise sous une forme différente cette fois. (...) Au mois d'août de cette année, un nouvel armement faisait son apparition sur la scène maritime internationale, en l'occurrence la Saimaa Pacific Line (Helsinki), qui fait usage du pavillon de finlandais et résulte d'une initiative commune de Johs Larsen (Norvège) d'une part et de Saimaa Lines (Finlande) d'autre part. Chacun des partenaires a une participation de 50 % dans ce nouvel armement qui assure désormais un service régulier entre la Scandinavie (Helsinki), Hambourg, Brême, Anvers, Rotterdam, Bilbao et la côte Ouest du continent nord-américain : Cristobal, Corinto, San Francisco et Vancouver. Il s'agit d'un service aller-retour auquel sont affectés des navires semi-porte-conteneurs de 10 000 tpl. Il n'y aurait rien de surprenant à ce service, s'il n'incluait au départ une escale dans un port de la Baltique : Leningrad. C'est que le pavillon soviétique est intéressé à l'opération ; en effet, il s'avérerait que l'armement finlandais Saimaa Lines serait constitué à raison de 50 % par des intérêts d'organismes d'Etats soviétiques, dont la Sovfracht.



Un bateau battant pavillon de complaisance. (Photo: Agence France Presse)

Pour mener à bien la bataille des 100 millions

20 millions pour fin novembre 35 millions pour fin décembre

La lettre d'un vieux paysan breton

UN vieux paysan breton a répondu à l'appel lancé par le Bureau politique du parti à tous les militants et amis pour la souscription financière indispensable à la vie de notre presse. Outre un mandat de 300 F, il a envoyé la lettre suivante publiée dans le numéro du 8 novembre de La Faucille. Cette lettre, nous la publions aujourd'hui intégralement dans le quotidien car elle constitue un grand encouragement pour tous les militants communistes qu'ils soient ouvriers, paysans, employés et pour tous ceux qui soutiennent notre combat.

« Je suis un vieux paysan, fervent défenseur de l'idéal communiste et de la société socialiste depuis ma jeunesse. J'ai aujourd'hui 63 ans, ancien prisonnier de guerre. J'ai connu le Parti communiste français en 1936 et j'ai voté pour son candidat à cette époque dans ma commune. Il s'agissait de Pierre Marzin (ouvrier je pense), mort depuis. Il avait recueilli 48 voix dans ma commune (sur environ 450 votants). Un vrai succès pour l'époque. Depuis cette force révolutionnaire locale a bien régressé malheureusement. Ensuite, j'ai pu apprécier le travail de ce Parti pendant la guerre, du moins après ma libération en 1941.

marades ouvriers et j'ai mieux compris les choses. Grâce à eux, j'ai vu ce qu'était devenu le PCF la véritable nature de ses dirigeants et j'ai eu aussi la chance de voir un peu ce que vous faites concrètement aujourd'hui. Ainsi j'ai pu apprécier votre meeting du 11 février à Lorient durant les élections. C'est pourquoi aujourd'hui le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) et les marxistes-léninistes sincères en général représentent à mes yeux le flambeau de mes espoirs que je ne verrai sûrement pas aboutir mais je suis sûr de par votre pratique que vous reprendrez et relèverez le drapeau rouge que naguère le PCF levait bien haut.

La guerre terminée, je n'ai plus tellement suivi l'action du PCF pour des raisons personnelles (famille, ferme, etc.). Cependant j'ai toujours cru en une société plus juste et défendu parmi mes proches l'idéal communiste. Ainsi, pendant le soulèvement populaire de 68, j'étais absolument pour mais que faire dans ma situation, isolé de partout, ou quasiment ?

Depuis l'an dernier, je suis abonné à La Faucille, le journal paysan qui à mes yeux est un journal au service du peuple, un journal qui dit la vérité. Je lis aussi le bimensuel L'humanité rouge et reçois de temps à autre d'autres publications tel Proletariat. Aujourd'hui votre Parti est le mien !

Tout cela fait que je portais mes espoirs dans ce vieux Parti jusqu'à il n'y a pas longtemps, ne pouvant juger ce qu'il faisait. Depuis j'ai connu quelques-uns de vos ca-

Un vieux paysan pauvre breton P.S/ Tout ceci n'est que quelques mots montrant de façon générale ce que j'ai pu voir.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge

205.51.10

AGENCE FRANCE PRESSE - Mardi 14 novembre 1978

DE retour de Tunisie, je voudrais donner un témoignage qui montre que le peuple tunisien se révolte contre le régime de Bourguiba et son gouvernement.

— Pour libérer les syndicalistes et les prisonniers politiques, le peuple tunisien est mobilisé :

— A Tunis, de nombreux grévistes se tiennent devant les usines. A Gafsa, Gabès, Sphax, Sousse, dans la plupart des villes, c'est la même chose.

— Le peuple se tient sur ses gardes. On discute beaucoup : « Pourquoi les syndicalistes ont-ils été emprisonnés ?... Que faut-il attendre du Destour ? »

— On discute beaucoup plus qu'avant et les discussions sont très politiques. Dans mon village, on peut lire sur un panneau « Où se trouve X, défenseur de la démocratie ? » Il s'agit d'un journaliste progressiste emprisonné.

— A l'université mixte de Gabès, les étudiants ont posé des revendications :

— droit de réunion, cantines, changement de directeur. Ils ont obtenu gain de cause, le gouvernement a cédé. Les étudiants sont même arrivés peu à peu à saper l'influence du Destour dans l'université.

— Ils contrôlent de plus en plus les universités. Bourguiba essaie d'employer la démagogie : c'est lui qui a rendu le peuple heureux, etc. Mais le peuple tunisien a l'habitude de ces discours et n'y croit plus. Bourguiba recrute beaucoup de flics. Partout on peut voir des flics armés, la garde nationale, la gendarmerie militaire... !

Mais le peuple ne se laisse pas intimider, il veut libérer les syndicalistes il veut la liberté syndicale mais surtout il en a marre du régime fasciste actuel et veut en changer.

Bourguiba a toujours dit « La démocratie c'est un mot étranger ». Mais le peuple, lui, la veut cette démocratie.

Lettre réalisée avec un camarade tunisien.

Monsieur,

J'ai rédigé le petit texte ci-joint à la suite de plusieurs consultations d'un de mes clients. J'ai condensé ce qu'il m'a raconté en quelques lignes qui reflètent assez bien je crois la réalité de nos conversations. Elle résume l'histoire exemplaire de cet homme et sont significatives de ce qu'est la vie d'un ouvrier dans notre système capitaliste. C'est pourquoi je vous adresse ces feuillets afin que vous en fassiez tout usage qui vous semblera bon.

J'ai cru devoir transcrire littéralement les difficultés d'élocution de mon malade, difficultés qui sont consécutives à plusieurs accidents du travail.

Enfin, je l'ai revu en Octobre 1978. Il avait fait une nouvelle demande de cure auprès de la Sécurité sociale pour soigner des rhumatismes qui le font beaucoup souffrir. Il aurait souhaité pouvoir être logé très simplement, dans une collectivité par exemple. Hélas, lorsqu'on veut aller en cure, il faut pouvoir se payer l'hôtel et lui ne peut pas...
Voilà comment nous sommes égaux devant la médecine.

Un lecteur.

— Alors, docteur, vous comprenez c'terrain, personnellement, non. Alors moi j'ai dit qu'oui, qu'il voulait bien le prendre, oui. L'acheter quoi.

— Oh, ça été dur, parce que depuis des années qu'il servait comme dépôt d'ordures, y en avait de la, de la, enfin quoi oui des ordures, oui de la saleté ah ça oui. J'y ai travaillé.

— Mes jambes, ça va mieux. Oh je suis plus qu'une vieille, allons quoi, une vieille bête. Vous patron, vous êtes, comment... sympathique, oui, le sourire, sympathique, plutôt jolii, vous êtes beau tandis que moi ah moi, j'suis...
— Vous voulez bien ne pas m'appeler patron ? Par rapport à vous je ne suis

qu'un morpion.

— Ah, bon sang oui, si vous voulez garçon. Mais moi c'est depuis ce coup que j'ai reçu sur la tête, oh, j'ai jamais beaucoup appris à l'école, mais après ce coup j'savais plus, plus parler.

— C'était quand vous étiez à la mine ?

— Non, ah non, quand j'étais mineur j'en ai eu, ah ça oui j'en ai eu. Depuis l'âge de quinze ans que j'étais descendu alors forcément, vous comprenez, les... allons quoi, les accidents c'est forcé. La tête oui souvent. Mais après c'était dans le bâtiment. J'avais le casque pourtant, mais après je savais plus parler. J'm'étais appris à lire mais là j'pouvais plus. Et même, même maintenant je cherche quelquefois les mots ah ça oui, oh là là, ... j'suis plus bon à rien.

— Oh docteur vous me regardez, vous me regardez parce que je dis, oui, sûr garçon qu'il est vrai.

— Et c'est vous qui avez construit votre maison sur ce terrain ?

— Ah ouiça, quand ça été propre, ou j'ai construit. Au début j'savais pas bien, alors y a eu un copain, il est venu, pour montrer... oui, pour monter les murs quoi. Mais y travaillait trop vite, trop trop vite, et c'était oui, et c'était salopé. Alors j'y ai dit, qu'tu viens pas demain ah non, qu'moi j'ai vu comment qui fallait, comment qu'y fallait. Alors, oui garçon, j'l'ai fait moi. Tout. La maison elle est à moi.

— Et maintenant vous entretenez le jardin.

— Oui. Il le faut. Y en a grand, quatre mille mètres... oui, et de l'herbe !!!
— Ça me plaît bien quand vous m'appellez garçon.

— Excusez docteur je devrais pas, ah ça non, mais j'suis une vieille bête oui...

— Mais c'est vrai, je préfère que vous m'appeliez garçon plutôt que patron ou docteur.

— Oui patron, ah ah, j'aime bien, un peu rire, enfin...

— Alors, depuis qu'on fait les piqûres, les jambes ça va mieux, vous n'avez plus de crampes ?

— Oui c'est vrai, c'est... oui quoi enfin, c'est bon. Ma femme elle se moque de moi quand je trouve pas les mots, tatatatata, elle fait, j'suis presque plus bon à rien, enfin un peu encore quoi.

— Vous êtes costaud et vous paraissez encore très musclé.

— Ah ça oui j'étais, mais après les accidents, mais j'ai jamais arrêté, vous savez non, sauf pendant l'hôpital mais me patrons y peuvent le, oui le dire, je suis jamais arrivé en retard à l'embauche, ah ça oui.

— Maintenant, c'est les rhumatismes, qui, quoi, oui qui recommencent, le plus dur c'était, c'était de plus savoir parler, le coup derrière la tête, les autres, les accidents, les fractures, ça passe et même pour les rhumatismes, ah oui, j'y ai été vous savez, là, oui comment, en... pour les douleurs, comment et oui... ça fait du bien.

— En cure ?
— Oui, c'est ça, à Dax,

mais patron, patron, ça coûte. La... la sécurité quoi, sociale, elle rembourse mais non, ça m'a coûté cent vingt mille y remboursent pas tout. J'y étais dans une pension de famille. Ben quoi, ah oui, j'buvais pas de vin, c'était trop cher le vin, le quart de vin je le refusais, j'disais comme ça « J'bois pas d'vin ». Et je peux pas y retourner, non, c'est trop, cher. Pourtant, oui, ça m'avait... fait du bien oui. C'est quand je suis resté assis un moment qu'ça fait mal surtout. Mais après non, j'fais le jardin. Oh, faut pas s'écouler. Ça y est, vous, vous l'avez trouvée la veine. Vos mains, ah oui, ça alors c'est pas comme, non de non, moi j'ai... eh oui, c'est pas comme les miennes.

— Quelquefois quand je cherche une petite veine c'est comme si j'avais un radar au bout des doigts.

— Ah oui, les mains douces, c'est bien, moi non, à la mine j'ai trimé dur, ah ça oui, mais... les... oui, les enfants faut pas, ah non alors j'voulais pas. J'ai travaillé, oui Docteur, pour que mes gars y descendent pas. J'ai payé, oui, l'école, on s'est privé pour que mes garçons y descendent pas. Maintenant ça va, moi j'ai ce qu'il faut et les enfants sont tirés d'affaire.

— Oui peut-être, mais quand il faut vous soigner, pour aller en cure, vous n'avez pas assez d'argent. Pour tant vous avez travaillé pendant cinquante ans et la Sécurité sociale ne vous rembourse pas tous les frais.

— ... Oui...
— Et vos garçons que font-ils ?

— Il est près de Grenoble, ingénieur, dans une usine qui fabrique des, allons oui, l'usine, la grande qui fait... vous savez les pelles mécaniques. Il avait passé des concours, mais à la fin de l'année, c'est fini, ça ferme.

— Et il sera licencié ?
— Oui, tous, c'est fini, ça ferme.

— Il sera donc au chômage ?

— Oui. J'ai des photos. Ce sont mes deux garçons, et leurs femmes et mes petits enfants. Ça c'est ma maison. Ça c'est le jardin, il est grand, c'est dur de becher tout ça. Mais on est encore, quoi, vaillant, ah oui. Voilà, merci patron, à la semaine prochaine. Il faut me dire combien je vous dois pour les oins. Je serai oui, je serai à l'heure. Je... je n'ai, non, jamais été en retard à l'embauche.

Je l'ai soigné pendant quelques semaines au début de cette année car il avait des varices et des rhumatismes.

Moi j'ai 37 ans, Je suis smédecin. Mon père est médecin.

Lui, il a 67 ans, Il est ouvrier à la retraite. Il est de « L'Assistance ».

On aimait bien parler ensemble.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Quotidien et Bimensuel

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

Quotidien

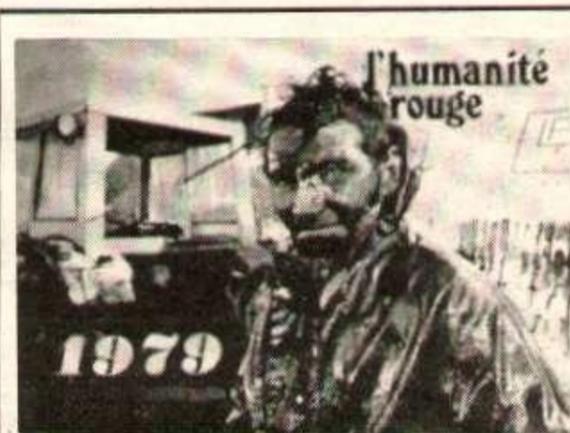
	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Bimensuel

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal



Le calendrier 1979, outre son aspect utile (adresses utiles, carte des régions et départements, codes postaux), comporte des photos de bonne qualité artistique et technique. Il doit permettre une diffusion large (camarades de travail, amis, voisins, parents...).

Sa diffusion fait partie de la grande bataille pour la souscription, pour les vingt millions fin novembre, pour les trente cinq millions fin décembre, pour que vive l'Humanité rouge. Le prix est de 10 F. Faites parvenir le règlement soit à la commande, soit le plus rapidement possible en pré-cisant : pour le calendrier 1979.

Nos camarades isolés et amis lecteurs peuvent se le procurer en passant commande au journal. Joindre le règlement.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druenes
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

PRENEZ CONTACT avec Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)

Nom :
Prénom :
Profession :
Lieu de travail :
Adresse :
Code postal :

A retourner à la Boite postale de l'Humanité rouge

NOUS publions aujourd'hui un dossier sur une clinique privée dans la région du Languedoc-Roussillon. Dossier traitant presque exclusivement des conditions de travail. Nous publons aussi une lettre que nous a fait parvenir une jeune femme d'Orléans sur les conditions d'hospitalisation à la clinique Tarnier à Paris ; les deux lettres se complètent étroitement et sont un cinglant démenti à la propagande gouvernementale sur la prétendue humanisation des hôpitaux.

Si nous écrivons, c'est pour expliquer les conditions de travail subies dans une clinique privée et les répercussions qu'elles peuvent avoir sur la santé et la sécurité des malades. Tout le monde, en effet, peut être amené à être hospitalisé dans une clinique comme la nôtre.

Nous sommes à peu près 250 employées pour six services de chirurgie générale et une maternité. En permanence, il y a une trentaine de lits occupés, en plus du nombre de lits officiels. Cela est possible car il y a des chambres particulières à deux lits (pour le malade et l'accompagnant). Or, ces chambres sont doublées en permanence à la maternité — la plupart du temps en chirurgie. Cela signifie qu'on met deux malades au lieu d'un.

Bien sûr, le personnel est prévu pour le nombre de lits officiels. Aussi ce qui est le plus flagrant chez nous, c'est

fractures, malaises importants... Pour tout cela, les sages-femmes perçoivent un salaire horaire de 14 F.

COMMENT EXPLIQUER TOUT CELA ?

Le patron se fout du personnel et des malades. La seule chose qui compte pour lui, c'est son argent et les profits qu'il peut faire sur nous.

La tactique qu'il adopte, c'est de tout faire pour dégoûter le personnel et le faire partir. Ainsi, le personnel change sans arrêt. Il n'y a pas d'ancienneté à payer et surtout il est très difficile pour nous de nous organiser pour nous défendre. Un personnel mobile est divisé. C'est intéressant pour la direction...

En outre, notre patron ne reconnaît même pas les droits légitimes des travailleurs. Tous ceux qui ont voulu simplement se syndiquer jusqu'à présent



Les conditions de travail dans les cliniques privées

le manque de personnel.

En chirurgie, pour 30 à 35 malades, nous sommes une seule infirmière quatre heures sur huit et une seule employée pour tout assurer : soins, sonnette et ménage. C'est de la folie. Les aide-soignantes, quand elles arrivent, sont à leur tour bousculées par les entrants à accueillir, la préparation des opérés, les lits...

Il n'est pas rare pour une infirmière de se demander, en sortant, comment ça se fait qu'il ne soit rien arrivé car elle n'a pas le temps de surveiller les opérés convenablement, même en faisant le plus vite possible et du mieux qu'elle peut.

Aussi, la plupart du temps, nous partons en retard. Les heures supplémentaires ne sont ni rémunérées ni récupérées. Et encore, si à l'arrivée, on pointe une minute en retard, c'est une demi-heure de salaire qu'on nous enlève.

À la maternité, c'est pire encore. À certaines heures, il n'y a aucun personnel qualifié, alors qu'il y a de plus en plus d'opérées par césarienne. Plusieurs fois déjà, des femmes ont risqué de faire une embolie gazeuse (accident qui peut être mortel) à cause de perfusions changées par un personnel sans qualification. Bien sûr, ces employées n'y sont pour rien. C'est la direction qui est responsable de l'absence de sécurité.

Les sages-femmes, quant à elles, il n'y a pas si longtemps, faisaient 29 heures consécutives de travail pour deux jours et demi de repos. Ce ne sont pas des heures de garde, c'est du travail effectif et très intense en permanence. C'est difficile à imaginer mais c'est réel.

En plus de la fatigue physique, elles accumulent une fatigue nerveuse importante : les salles d'accouchement sont en nombre insuffisant. Les femmes campent dans les couloirs ; on ne sait pas où les mettre. Pourtant, elles paient leur chambre. Aussi, il y a des accidents du travail :

ont été licenciés. Malgré cela, des choses ont changé depuis quelques années. S'il n'y a pas de syndicat, il y a des déléguées du personnel actives. Ces déléguées commencent à se rendre compte qu'il ne faut rien attendre des simples discussions avec la direction. Il faut agir.

Aussi, les déléguées travaillent-elles à unir le personnel en vue de préparer des actions pour nos revendications. Les discussions en cachette sont possibles. Et puis, de telles conditions favorisent la révolte du personnel qui est plus prêt à soutenir les déléguées. Actuellement, nous préparons la mobilisation pour que certains personnels fassent des horaires continus. Toutes les catégories de personnel ont intérêt à obtenir cette revendication.

Nous travaillons à convaincre tout le monde d'aller toutes ensemble soutenir les déléguées dans le bureau du patron pour obtenir cette revendication que nous discutons depuis plus d'un an avec la direction sans que ça ne mène à quelque chose.

Nous sommes encouragées à la lutte car déjà des victoires ont été obtenues : prime de chaussures, nettoyage des tenues de tout le personnel, paiement de certaines aide-soignantes à leur juste salaire (1). Le roulement a aussi été imposé pour les sages-femmes, car nous avons obtenu l'embauche d'une sage-femme. Une employée malade a été remplacée grâce à la mobilisation de toutes les employées de ce secteur soutenues par les déléguées.

Toutes ces revendications ont été obtenues, car nous avons joué la carte de la solidarité.

Beaucoup reste à faire car nous sommes surexploitées. Mais nous avons montré que c'est possible de gagner. Nous continuerons dans ce sens.

Trois employées d'une clinique

(1) Certaines aide-soignantes étaient, en effet, payées en-dessous de leur qualification réelle.

Les conséquences du manque de personnel

Lettre ouverte à Simone Veil

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants. La campagne anti-tabac étant terminée, je pense que désormais maintenant vous allez porter tous vos efforts sur l'humanisation des hôpitaux de Paris et sans aucun doute améliorer les conditions de travail du personnel hospitalier ce qui par conséquent améliorera celles des malades, ce qui n'est pas le cas actuellement, hélas ! Je viens d'en faire la triste expérience ! »

« En effet, atteinte d'une affection ulcéreuse au niveau d'un membre inférieur, j'ai été hospitalisée du 8/9/78 au 23/9/78 à la clinique Tarnier, service dermatologie... »

« Clinique Tarnier, je devrais dire plutôt foyer-dortoir, car celle-ci manque de moyens, radio notamment, nous devons journellement aller à l'hôpital Cochin ou à l'hôpital Boussicault pour ces examens. Sans parler des inconvenients d'aller d'un hôpital à l'autre, je me dois de signaler les attentes longues voire pénibles à l'hôpital Boussicault (quatre heures pour une visite de cinq minutes).

« Ne trouvez-vous pas qu'il y a scandale ? Et pour quelqu'un dont les stations debout ou assises sont pénibles comprenez son indignation. Mais ce n'est pas tout hélas !... »

« Quant à l'hygiène, n'en parlons pas, c'est un véritable scandale ! Nous le ressentons fortement car nous étions en service dermatologie. Mais madame le ministre, occupez-vous un peu moins du tabac et du sucre... et beaucoup plus de la propreté dans les hôpitaux, car quels que soient les services, ceux-ci se doivent d'être propres. »

« Nous entrons à l'hôpital déjà avec une maladie, nous ne tenons pas à en attraper une autre ! C'est pourtant ce qui est arrivé à une malade de ma chambre. Elle a attrapé la gale, et oui, vous avez bien lu : la gale. Les WC sont sales, les chambres ne sont pas faites comme cela devrait être fait. »

« Il n'y a qu'un seul ou deux balais pour cinquante quatre chambres... et pourquoi balais... les aspirateurs seraient plus propres pour la poussière. Mais à la clinique Tarnier, aspirateurs on

ne connaît pas... »

« Pas de possibilité de prendre un bain, baignoires trop crasseuses. Il eût fallu un couteau pour les récupérer. Quant aux tables de nuit et aux armoires, elles n'étaient jamais essuyées et nettoyées. Là je ne veux pas mettre en cause le personnel, il est évident qu'il ne peut tout faire et qu'il serait très certainement nécessaire d'en recruter. Avec 1 500 000 chômeurs, cela doit être facile et possible à condition de s'en donner les moyens. »

« Mais là je vous conseille vivement la lecture d'un livre édifiant « Les linges de la nuit » de Madeleine Riffaud. Après la lecture de ce livre où l'on découvre les tristes conditions des infirmières et autres personnels des hôpitaux l'on comprend que les vocations d'infirmières, d'infirmiers et filles de salle ne se découvrent pas par milliers... »

« Dans l'attente d'une réponse à ce problème, veuillez agréer, Madame le ministre, l'expression de mes sentiments distingués. »

Mme V.C. à Orléans.